



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2811
17 juin 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)



C'est la lutte de classe qui comptera!

Législatives
**Premier tour
de manège**

Pages 3 et 4

Hôpitaux
**Il y a
urgence**

Page 14

Russie
**Les classes populaires
face à la guerre**

Page 8

Leur société

- Élections législatives : premier tour de manège 3
- Les résultats de Lutte ouvrière 3
- Le nouveau jeu de Nupes 4
- Les résultats de Combat ouvrier aux Antilles 4
- Chômage : la réforme coule les précaires 5
- Unedic : aux dépens des chômeurs 5
- Retraites : revalorisation à la sauce Borne 5
- Les syndicats à l'Élysée : ce n'est pas dans les salons... 5
- Prisons : un énième rapport accablant 6
- Stade de France : ministre menteur pour le « stade de farce » 6
- Grenoble : un toit pour tous ! 6
- Gennevilliers : non à l'expulsion ! 6
- Hôpitaux : pour le gouvernement, il n'y a pas d'urgence 7
- Canicule : les profits flambent, la planète brûle 7
- Vacances : déplacements à prix d'or 7
- Logement insalubre : des expulsions sans solution 16
- Eurosatory : le salon de la guerre 16

Dans le monde

- Russie : les classes populaires face à la guerre 8
- Soudan : l'armée assassine au Darfour 9
- Grande-Bretagne : réfugiés déportés vers le Rwanda 9
- Maroc : répression chez un sous-traitant d'Orange 9
- Parlement de l'UE : le climat attendra 10
- Allemagne : hospitaliers en grève pour plus de personnel 10
- Travail des enfants : l'exploitation n'attend pas 16

Il y a 40 ans

- Avril-juin 1982, la guerre des Malouines : bain de sang pour quelques îlots 11

Dans les entreprises

- Face à l'inflation : augmenter les salaires et les pensions 12
- Ikea France 12
- Groupe Carrefour 12
- Air France-Maintenance Orly 13
- Lear - Jarny 13
- AML Systems - Hirson 13
- Colgate - Compiègne 13
- CHU - Toulouse 14
- Ehpad - Saint-Priest 14
- Ehpad - Saint-brieuc 14
- Train des PignesNice 14
- Aéroport de Roissy 15
- STG Caen 15

Ce qui comptera, c'est la lutte de classe

La nouvelle Assemblée nationale qui se dessine à l'issue du premier tour des élections législatives donnera sans doute une courte majorité pour Macron et une forte présence des partis d'opposition, La France insoumise en tête. Pour qui aime le spectacle politicien, cela promet de belles prises de bec.

Mais, pendant qu'ils nous amuseront avec leurs empoignades parlementaires, la grande bourgeoisie qui détient l'essentiel du pouvoir sur nos vies continuera de décider et le gouvernement obéira à ses ordres. Alors, tant que le monde du travail restera spectateur et passif face à ce cirque politique, rien ne changera pour les classes populaires.

La lutte de classe est menée en permanence par le grand patronat. Face à cela, les partis qui ne proposent aux travailleurs que de brandir un bulletin de vote nous désarment.

C'est d'ailleurs cette illusion électoraliste, propagée par les partis de gauche, qui a désorienté et démoralisé le monde du travail, car les espoirs placés dans un Mitterrand, un Jospin ou un Hollande ont toujours été déçus. Cela conduit aujourd'hui une fraction de l'électorat ouvrier à se jeter dans les bras de l'extrême droite, tandis que l'écrasante majorité se détourne de toute politique.

L'abstention massive est significative de l'état d'esprit de nombreux travailleurs. Elle reflète l'indifférence, voire le dégoût des milieux les plus exploités et les plus pauvres à l'égard des élections et de la vie politique.

Ce rejet est légitime, car il y en a assez de voir les politiciens promettre des mille et des cents, alors qu'une fois au pouvoir ils ne peuvent ni ne veulent résoudre les problèmes des classes populaires. Il y en a assez de les voir poser aux sauveurs suprêmes, alors qu'ils sont dépassés par leur propre système, dans les hôpitaux et l'éducation, dépassés par la flambée des prix, par la guerre et cette crise climatique dont nous mesurons tous les jours les conséquences. Leur principale fonction est de gérer le chaos en préservant les intérêts de la grande bourgeoisie.

Mais nous ne pouvons rejeter le cirque politicien et les partis dévoués à l'ordre bourgeois qu'en leur opposant une autre politique, celle représentant les intérêts des travailleurs, une politique de défense des intérêts de classe et des perspectives pour renverser le capitalisme.

Alors, ce dégoût pour le cirque électoral ne doit pas conduire les travailleurs à tourner le dos aux préoccupations politiques. Quand on appartient au monde des exploités, il n'y a pas de porte de sortie individuelle. Soit nous nous battons collectivement pour nos intérêts de classe, soit nous reculons sous la pression patronale. Affirmer cette idée autour de soi, c'est déjà faire de la politique.

Même la lutte quotidienne consistant à défendre son gagne-pain, son emploi et son salaire nécessite une conscience politique. Parce que, pour gagner, il faut savoir faire la différence entre ceux de son camp et ses ennemis ou ses faux amis.

Il faut comprendre que, dans cette période de crise, il n'y a plus de compromis possible avec la grande bourgeoisie. Ce sont ses dividendes ou nos salaires ! Ses rentes ou nos retraites ! Les jets privés ou les hôpitaux et les écoles ! C'est elle ou nous !

Alors, il n'y a aucune confiance à avoir dans les politiciens qui ne veulent pas s'affronter au grand patronat et remettre en cause sa sacro-sainte propriété privée capitaliste : ceux-là feront toujours passer les intérêts de la bourgeoisie avant ceux des travailleurs.

Lutte ouvrière a présenté des candidats dans toutes les circonscriptions du pays pour exprimer cette conscience de classe. Ils ont recueilli les suffrages de quelque 230 000 électeurs. Cela indique l'existence d'un courant qui lève le drapeau des luttes et de la solidarité du monde du travail, le seul qui offre une boussole politique aux exploités.

C'est à partir de cette conscience de classe que les travailleurs peuvent reconstruire un parti qui soit le leur. Un parti qui ne cherche pas des places dans les institutions pour essayer de peser de l'intérieur, mais qui vise le renversement du capitalisme, de son culte de l'argent et de la réussite individuelle. Un parti qui affirme que les travailleurs sont capables de diriger la société bien mieux que la grande bourgeoisie. Un parti composé et dirigé par des travailleurs, et construit pour les aider à mener les luttes nécessaires.

La renaissance d'un tel parti aura bien plus d'importance pour l'avenir que les psychodrames qui se noueront demain dans le moulin à paroles qu'est l'Assemblée nationale.

Nathalie Arthaud



Élections législatives : premier tour de manège

Sur près de 49 millions d'électeurs inscrits, 26 millions, soit plus de la moitié, ne se sont pas déplacés pour le premier tour des élections législatives, dimanche 12 juin.

Les abstentionnistes se trouvent surtout parmi les jeunes, 70 % des 18-24 ans n'auraient pas voté, et dans les quartiers les plus populaires. On revient donc de fait à un système électoral dans lequel seuls s'expriment les gens qui ont du bien et de l'âge. Ce cens électoral n'est plus, comme en 1830, instauré par la loi, mais résulte du dégoût des promesses non tenues et de la certitude de plus en plus partagée que les élus ne veulent ni ne peuvent faire quoi que ce soit pour les gens d'en bas. En vertu de quoi ces derniers ne voient pas pourquoi ils participeraient à un jeu de dupes.

Les possédants, leurs représentants et leur État ne peuvent que constater que 26 millions d'électeurs, en grande majorité des travailleurs, ne marchent plus pas des illusions démocratiques. Cela ne réduit pourtant pas leur prétention à représenter l'intérêt général, tant ils sont persuadés qu'il se confond avec l'intérêt de la classe capitaliste. Et cela ne réduit pas non

plus les déclarations de victoire de chacun des grands partis en présence.

Côté Nupes...

La Nupes, c'est-à-dire l'alliance France insoumise, Parti socialiste, Parti communiste, Europe écologie-Les Verts, mise en place sous l'égide de Mélenchon, a certes réussi à apparaître comme le principal adversaire de Macron à la veille du second tour. Elle donne maintenant comme enjeu à celui-ci de priver le parti présidentiel d'une majorité absolue, ce qui de toute façon ne l'empêcherait pas d'imposer sa politique. Son résultat n'indique nullement une progression électorale et la gauche réunie n'a pas réussi à faire mieux que la somme de ses parties, soit un peu plus du quart des suffrages exprimés. Uni à la progression de l'abstention dans les quartiers populaires, cela démontre suffisamment qu'elle est loin d'y susciter un espoir.

Côté Macron...

Le programme de Macron et de sa future majorité est bien connu et

expérimenté depuis cinq ans. Il consiste en une série de mensonges éhontés cachant à peine de féroces attaques contre les classes laborieuses. Macron, dont chacune des apparitions hérissé l'électorat populaire, misait donc sur l'abstention de celui-ci et sur son propre silence pour faire gagner ses candidats. Ils n'ont obtenu, selon le ministère de l'Intérieur, que 25,88 % des suffrages exprimés, en nette baisse relativement aux élections de 2017. Ce pari en partie perdu contraint les candidats du président à des contorsions. On les voit maintenant tenter de diaboliser les candidats de la Nupes, autant que ceux du RN, tous assimilés à des « extrêmes » menaçant les « valeurs de la République », que seuls les macronistes incarneraient. Il n'est pas sûr que cela sauve leur majorité et, au fond, quelle importance ?

Côté Le Pen

À l'extrême droite, le RN de Marine Le Pen est le seul parti qui connaisse une réelle progression par rapport aux élections de 2017, en atteignant presque 19 % des suffrages. Le plus grave dans cette montée de



l'extrême droite, à laquelle il faut ajouter le parti de Zemmour, est qu'elle peut encourager les militants de ses franges les plus violentes, prêts à faire le coup de poing contre les organisations ouvrières. Pour le reste, le RN grignote l'électorat de droite, celui de LR, dont une autre partie rejoint le parti de Macron. Mais le RN maintient aussi, voire élargit son audience dans certains vieux bastions ouvriers, en particulier dans l'ancien bassin minier du Pas-de-Calais. Ajouté à l'abstention, c'est le signe le plus certain de la démoralisation et de l'absence de perspectives du monde du travail, une démoralisation que la nouvelle union de la gauche avec ses tristes simulacres est incapable de combattre,

quand bien même elle le voudrait.

Ces élections législatives, qui se sont déroulées pour l'essentiel dans l'indifférence, n'auront de conséquences que dans la composition de l'Assemblée nationale, au sein de laquelle les différents partis chercheront à défendre leur existence. Les véritables enjeux de la période qui s'ouvre ne se disputent évidemment pas là. Une renaissance de la conscience ouvrière accompagnant une remontée de la combativité finiront, un peu plus tôt, un peu plus tard, par changer la donne, car le patronat et le gouvernement pousseront eux-mêmes les travailleurs à poser leurs problèmes sur le terrain de la lutte de classe.

Paul Galois

Les résultats de Lutte ouvrière

Le 12 juin, Lutte ouvrière présentait des candidats dans 554 circonscriptions, dont 539 en métropole, sept à l'île de La Réunion et, en commun avec l'organisation trotskyste antillaise Combat ouvrier, quatre en Guadeloupe et quatre en Martinique.

Les quelque 229 000 voix obtenues par nos candidats représentent 1,04 % des suffrages exprimés. Ces résultats, quoique modestes, sont en

progression par rapport aux élections législatives de 2017, où nos 553 candidats avaient obtenu 159 470 voix (0,72 %).

Lutte ouvrière a obtenu

plus de 1 % des voix dans 270 circonscriptions. Nous obtenons nos résultats les plus élevés dans des circonscriptions parmi les plus ouvrières du pays, en particulier à Roubaix (2,15 %) dans le Nord, à Châtelleraut (2,59 %) dans la Vienne, dans la 5^e circonscription de Meurthe-et-Moselle (2,18 %),

ou encore à Saint-André et Saint-Benoît à La Réunion (2,76 %). À Pantin et Aubervilliers, Nathalie Arthaud obtient 537 voix (2,43 %).

Dans une situation marquée par l'abstention des classes populaires, par la poussée de l'extrême droite et par le vote pour les candidats

Nupes, les résultats de Lutte ouvrière, certes minoritaires, montrent que le courant qui défend la perspective communiste et révolutionnaire se maintient dans le pays.

Pour retrouver le détail des résultats : www.lutte-ouvriere.org/communiqués/les-résultats-de-lutte-ouvriere



Des candidats rassemblés autour de Nathalie Arthaud lors de la Fête annuelle de mai 2022.

Élections législatives : le nouveau jeu de Nupes

Avec 5,9 millions de voix pour les candidats de la Nupes, soit 26 % des exprimés, au coude à coude avec ceux estampillés par Macron, Mélenchon et ses alliés ont réussi leur opération politique. Ils pourraient en tout cas se présenter comme la première force d'opposition à Macron.

L'augmentation du nombre de députés de cette nouvelle union de la gauche sera plus importante que sa progression en nombre d'électeurs. La Nupes a obtenu au premier tour de ces législatives de 2022 le même nombre de voix que la somme des suffrages recueillis en 2017 par les candidats PS, PCF, EELV et LFI.

Mais la répartition des circonscriptions par un arrangement entre partis a évité la dispersion des voix, permettant aux candidats de la Nupes de se maintenir dans 376 circonscriptions. Selon leur capacité à convaincre les abstentionnistes du 1^{er} tour de se déplacer au second, selon la façon dont les électeurs des candidats RN ou macronistes éliminés choisiront de se comporter dimanche 19 juin, la Nupes aura entre 150 et 190 députés, dont une centaine pour LFI qui deviendra le centre de gravité de la gauche parlementaire.

À défaut de changer la vie des travailleurs, l'opération Nupes va propulser à

l'Assemblée nationale un bataillon de nouvelles personnalités. Elle va permettre à quelques notables du PS, EELV ou du PCF de sauver leur fauteuil. Elle permet à cette nouvelle alliance de se poser en principal opposant à Macron et comme une alternative possible dans cinq ans, voire avant en cas de crise politique.

Mélenchon et ceux qui l'entourent n'ont même pas eu besoin de faire des promesses trop radicales. Les futurs députés de la Nupes se disent antilibéraux, féministes et écologistes sans jamais contester la propriété privée des capitalistes, ceux qui ont pourtant le vrai pouvoir.

Il est vrai que leurs adversaires réactionnaires contribuent à les faire passer pour des radicaux. En déclarant « la police tue », un simple constat, Mélenchon a déclenché une levée de boucliers surjouée, de Darmanin à Le Pen. En rabâchant que Mélenchon est « d'extrême gauche », Valls, Borne ou Castaner, qui ont

appartenu comme lui au PS, valident son personnage de contestataire. Mais les cris d'orfraie de la droite et de l'extrême droite ne suffisent pas à transformer le caméléon Mélenchon et sa troupe de nouveaux députés en défenseurs des intérêts des travailleurs.

Au fond, cette opération politique n'est que la réédition, à quelques décennies de distance, de ce que fut l'opération Mitterrand. Quelques déclarations radicales, et surtout la caution de l'ensemble des partis de gauche et en particulier du PCF, lui avaient permis d'apparaître comme l'alternative obligée à la droite.

Par la suite, la seule politique du Parti Socialiste face à un Chirac ou un Sarkozy, a été d'attendre suffisamment



que ceux-ci se discréditent pour que les électeurs se tournent un peu plus vers lui.

Tout ce que peut espérer Mélenchon est qu'à la longue le discrédit du parti macroniste finisse par profiter à son regroupement. Il faudrait être bien naïf pour voir dans ses quelques déclarations d'apparence radicale une quelconque

rupture avec ce que certains nomment le « social-libéralisme » du PS: il s'agit seulement d'en proposer une nouvelle version. Quant à savoir s'il pourra en sortir un nouveau Mitterrand, Jospin ou Hollande, rien ne dit que les événements sociaux et l'évolution de la crise capitaliste en fourniront un jour l'occasion.

Xavier Lachau

Ça leur monte à la tête

La Première ministre, Elisabeth Borne, pourtant arrivée en tête dans sa circonscription du Calvados, a attribué à son adversaire Nupes un projet fait de « taxes, désordre et remise en cause des principes républicains ». En campagne dans une imprimerie, elle a même refusé d'enfiler la charlotte maison, de couleur rouge!

Largement devancée dans l'Essonne par le candidat Nupes-PS, Jérôme Guedj, la ministre Amélie de Montchalin s'est lâchée. Elle a mis en garde contre ces « anarchistes d'extrême gauche », dans lesquels elle classe son adversaire haut fonctionnaire, appelant à refuser « un projet de soumission, de recul, de mensonge, un projet qui affaiblit

la police en disant qu'elle tue ».

Elle avait d'ailleurs déjà estimé qu'il « promet aux Français le désordre et la soumission, la soumission à la Russie, la soumission à des idées antisémites ».

Sous ses dehors sages, la noble Amélie n'abuse-t-elle pas de quelque substance...

Viviane Lafont

Les résultats de Combat ouvrier aux Antilles

Aux Antilles, l'abstention a été encore très importante : 74,69 % en Guadeloupe, 78,6 % en Martinique. Par rapport à 2017, elle est stable en Guadeloupe et a progressé de cinq points en Martinique.

Beaucoup, parmi les travailleurs et la population pauvre, se disent dégoûtés des élections et de la politique en général. Ils n'ont aucune confiance dans les élus, sont déçus et découragés par l'aggravation de leurs conditions de vie. D'autres, face à un système qui les opprime, traduisent leur colère par un refus d'aller voter.

L'autre fait marquant, surtout en Guadeloupe, est la très forte progression du Rassemblement national, qui s'était déjà révélée lors

des présidentielles. Son représentant local, Rody Tolassy, est arrivé en tête dans sa circonscription, devant le député sortant. Ayant obtenu plus de 20 % des suffrages, il est en position d'être élu.

Dans les autres circonscriptions de Guadeloupe, le RN augmente aussi son score : 6,92 % des voix dans la première circonscription, 12,09 % dans la deuxième, contre 1,38 % et 2,65 % en 2017. Cette progression est bien moindre en Martinique.

Beaucoup d'électeurs, à la présidentielle comme aux législatives, ont voté RN pour manifester leur opposition à Macron. Mais pour une partie de la population pauvre, ce vote exprime son rejet des immigrés, en particulier des Haïtiens, qu'elle rend responsables des maux qui la frappent: chômage, bas salaires. C'est malheureusement rejeter des travailleurs immigrés qui sont ses frères de classe. C'est conforter l'extrême droite dans son entreprise de division et d'affaiblissement de la classe ouvrière.

Combat ouvrier présentait des candidats dans toutes les circonscriptions. Ils ont obtenu 1 020 voix

en Guadeloupe (1,35 % en moyenne) et 830 en Martinique (1,21 % en moyenne).

Malgré le contexte général, la présence de nos candidats communistes révolutionnaires en faveur de qui s'est prononcée une petite fraction de

travailleurs a son importance. Car il s'agit d'une minorité consciente que l'avenir repose sur le renversement du système capitaliste et qui l'affirme par son vote.

Marie-Céline Deshauteurs



Dans une manifestation, en juillet 2021.

Chômage : la réforme coule les précaires

La réforme de l'Assurance chômage mise en place par l'actuelle Première ministre, Élisabeth Borne, alors qu'elle était ministre du Travail, a des effets dévastateurs sur les allocations des travailleurs les plus précaires, qui alternent les périodes travaillées et les périodes de chômage.

Présentée comme un moyen de lutter contre les contrats courts, cette réforme pénalise en réalité les travailleurs contraints à la précarité dans bien des secteurs. Du nettoyage à la restauration, de l'hôtellerie aux parcs de loisirs, en passant par toutes les catégories de travail saisonnier, dans l'agriculture comme dans le tourisme, bien des salariés voient d'ores et déjà le montant de leurs allocations chômage baisser drastiquement.

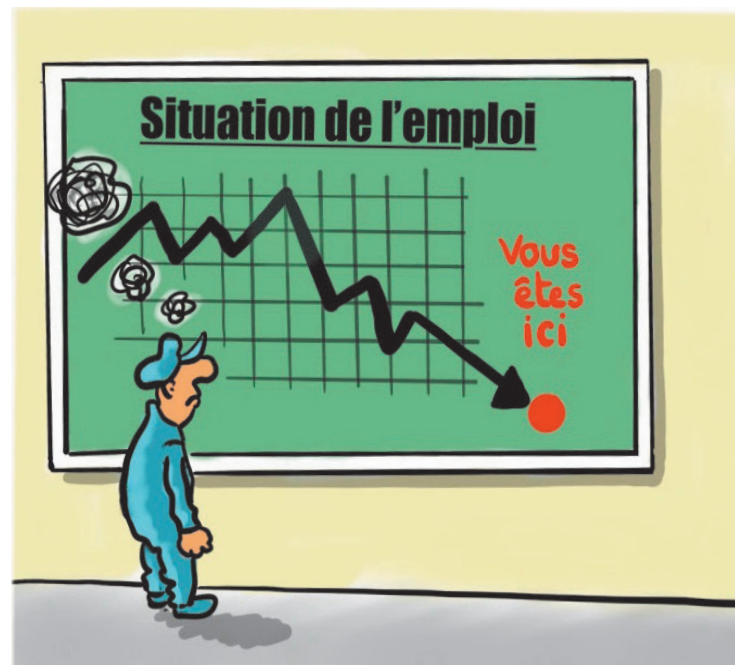
Pour avoir droit à des allocations, il faut désormais avoir travaillé six mois à temps plein, contre quatre mois précédemment. La période de référence est passée à 24 mois contre 12 auparavant. Mais le nouveau mode de calcul du salaire journalier de référence prend

en compte les périodes non travaillées, ce qui le fait automatiquement baisser, entraînant à son tour la baisse de l'allocation chômage. Ainsi, un travailleur dans le secteur événementiel, par définition occasionnel, a vu le calcul de son indemnité journalière passer de 62 euros par jour à 26 euros, soit moins de 800 euros par mois.

D'après l'Unedic, le calcul des nouveaux droits peut ainsi entraîner une perte de plus de 40% du montant de l'allocation par rapport à ce qu'il aurait donné avec les anciennes règles. Si cet organisme qui gère l'indemnisation des chômeurs affiche 2,3 milliards d'euros d'excédent cette année, c'est bien plus la conséquence de la baisse des allocations que du nombre de chômeurs!

Avec la réforme de l'Assurance chômage, le précédent gouvernement Macron prétendait lutter contre la précarité. En réalité, ces mesures réduisent l'accès à l'indemnisation comme le montant de l'allocation. Elles sont en même temps une façon de faire pression sur l'ensemble des travailleurs, pour accepter le travail à n'importe quelles conditions et à n'importe quel prix.

Nadia Cantale



Unedic : aux dépens des chômeurs

L'Unedic, qui gère les comptes de l'Assurance chômage, prévoit de dégager un excédent de 2,5 milliards d'euros cette année, et 10 milliards d'euros d'ici à fin 2024.

Personne ne doit pour autant s'attendre à une amélioration des droits des chômeurs, car la priorité sera de rembourser la dette de l'Unedic, qui s'élève à 63,6 milliards d'euros. Celle-ci a augmenté en effet de 73% au cours de la pandémie, le gouvernement

s'étant largement servi des caisses de l'Unedic pour financer le chômage partiel.

Contrairement à ce qu'il claironne, l'excédent annoncé cette année ne découle pas d'une baisse du nombre de chômeurs, 6 000 000 de personnes restant inscrites à Pôle emploi. L'Unedic

elle-même le reconnaît : les deux tiers des excédents prévus proviendront en fait des économies réalisées en réduisant les droits des chômeurs. Tel était bien l'objectif annoncé. Remplir les caisses de chômage en indemnisant de moins en moins les chômeurs, telle est la recette du gouvernement pour continuer de financer les cadeaux au patronat.

Sacha Kami

Retraites : à la sauce Borne, cela ne fait pas le compte

Quelques jours avant le premier tour des élections législatives, la Première ministre Élisabeth Borne a découvert que l'urgence était de « répondre aux inquiétudes des Français sur le pouvoir d'achat ».

Un texte sera présenté en Conseil des ministres après le second tour « sous réserve que le gouvernement ait la majorité », a-t-elle tenu à préciser. Autrement dit : votez pour LREM et tout ira bien pour vous!

Borne a quand même

fait une promesse, hors chantage, sur une « revalorisation exceptionnelle » des pensions de retraite, en raison de l'inflation. Dès le mois de juillet, les retraites de base, hors complémentaires, seront augmentées de 4%. Avec la revalorisation

de 1,1% accordée en janvier, les quelque 18 millions de retraités verraient alors leurs revenus s'accroître d'environ 5%. Ainsi, un retraité touchant une pension de 1 200 euros mensuels percevrait 60 euros supplémentaires.

Cela ne fait quand même pas le compte, vu l'inflation accélérée qui frappe d'autant plus les retraités que leurs revenus sont faibles. Cela

sera aussi loin de rattraper la perte du pouvoir d'achat causée par le quasi-gel des pensions de ces dernières années. Déjà en 2020, ceux qui touchaient moins de 2 000 euros mensuels n'avaient eu droit qu'à une revalorisation de 1%, mais les autres de seulement 0,3%. En 2021, la hausse des pensions s'était limitée à 0,4%. Qui, sinon un politicien menteur, pourrait dire que les prix n'ont pas

augmenté ces deux dernières années, entre l'essence, les loyers, les produits alimentaires ou ceux de première nécessité?

Alors oui, comme pour les salaires et les allocations, c'est au moins 2 000 euros minimum qu'il faudra imposer pour les retraites, et non quelques petits pourcents lâchés au bon plaisir des gouvernants.

Marianne Lamiral

Les syndicats à l'Élysée : ce n'est pas dans les salons...

Vendredi 10 juin, Macron a invité les représentants des principales centrales syndicales pour un déjeuner au palais de l'Élysée.

À deux jours du premier tour des élections législatives, il voulait ainsi accréditer l'idée qu'il avait changé et qu'il était devenu un adepte du « dialogue social » dont sont si friands les chefs syndicaux.

Les dirigeants de la CFDT, de FO, de la CFTC et de la

CGC ont accepté de se prêter à cette mauvaise comédie. Ils sont même ressortis du rendez-vous en se félicitant de la qualité du dialogue, feignant de croire que Macron prendra en compte leurs propositions et leurs avis. Quant au secrétaire de la CGT, Philippe Martinez, qui

est le seul à ne pas s'être rendu à la réception, il a affirmé ne pas vouloir participer à « un déjeuner de campagne » pour cautionner le camp présidentiel juste avant les législatives. Une fois n'est pas coutume, le dirigeant de la CGT a donc accepté de « pratiquer la politique de la chaise vide », pour reprendre l'expression employée par son homologue

de la CFDT. La manœuvre de Macron était en l'occurrence trop grossière.

Mais il y a fort à parier que, lorsque le gouvernement lancera, à l'automne, la série de réunions visant à mettre en œuvre la réforme de la retraite, il pourra compter sur la participation de l'ensemble des dirigeants syndicaux, comme cela a été le cas lors des précédentes

attaques contre les retraites. En effet, à chaque fois, ils ont tous participé sans rechigner à la mascarade du prétendu « dialogue social », qui voudrait faire croire aux travailleurs qu'il est possible d'influer sur la politique gouvernementale lors des séances de négociations dans les salons des ministères.

Camille Paglieri

Prisons : un énième rapport accablant

Dominique Simonnot, contrôleuse générale des lieux de privation de liberté nommée en octobre 2020, a dénoncé la surpopulation carcérale et les conditions de détention, dans un rapport présenté le 2 juin.

Selon les derniers chiffres officiels, le nombre de détenus atteignait 71 053, alors que l'ensemble du système carcéral est limité à 60 683. Le taux d'occupation des prisons françaises atteignait 117%, grimpant même à 138,9% dans les maisons d'arrêt où sont incarcérés les détenus en attente de jugement et ceux condamnés à de courtes peines. La maison

d'arrêt de Toulouse-Seysse, occupée à 187%, où 1 600 détenus dorment sur des matelas, est un exemple parmi les plus accablants. Le rapport évoque dans certaines prisons des douches communes insalubres, envahies par les champignons, ou bien l'eau qui n'arrive pas ou très difficilement aux étages supérieurs, les rats qui infectent les locaux, etc. « Avec des

cafards qui te grimpent sur le corps pendant que tu regardes la télé, pendant que tu dors, à l'intérieur des frigos », a témoigné un détenu à Dominique Simonnot.

Le personnel pénitencier est enfermé, comme les détenus, dans cet univers inhumain, condamné entre autres à la pénurie de personnel. Ainsi, la prison de Toulouse-Seysse comptait à son ouverture en 2003 un surveillant pour 50 détenus, et un surveillant pour 150 en 2021.

Au printemps 2020, en raison de l'épidémie de Covid-19,

le gouvernement avait fait libérer de façon anticipée des prisonniers en fin de peine. Le nombre de détenus était descendu à 59 000 en juillet 2020. Ces mesures n'ont pas été prolongées et la population carcérale explose à nouveau. Dans ces conditions, la prison ne peut que constituer une très bonne école du crime. « Quel retour à la vie normale peut-on attendre de personnes qui, en prison, ont été entassées à trois dans 4,40 m² d'espace vital, durant des mois, et souvent 22 heures sur 24, au milieu de rats, cafards et punaises de lit ? », s'indigne

Dominique Simonnot. Mais assurer une dignité au détenu n'est évidemment pas une priorité ou une urgence pour l'État, encore moins, si l'on peut dire, que pour les hôpitaux ou l'enseignement public. Aussi, ce nouveau rapport de la contrôleuse des lieux de privation de liberté, comme les multiples condamnations de la situation des prisons françaises par la Cour européenne des droits de l'homme dans les dernières années, risque fort de prendre la direction des oubliettes.

Boris Savin

Stade de France : ministre menteur pour le "stade de farce"

Le gouvernement ne ménage pas ses efforts pour éteindre la polémique concernant la finale de Ligue des champions au stade de France. Les images de vidéosurveillance ont été bizarrement effacées.

Le site, avec près de 200 caméras, est pourtant un des plus surveillés du pays. Mais la justice n'aurait pas réclamé à temps leurs enregistrements, qui auraient été détruits. Il en est de même pour les images de vidéosurveillance de la RATP aux abords du stade. Comme c'est dommage!

Le maire de l'agglomération de Liverpool, Steve Rotherham, a témoigné de sa soirée dans la presse et même devant le Sénat

français. Le soir du match, à la sortie du RER D, il a dû patienter pendant des heures dans la foule, s'est fait voler ses effets personnels, avant d'être aspergé de gaz lacrymogène par les policiers. Aussi a-t-il été ulcéré d'entendre le ministre Darmanin prendre les fans de Liverpool comme boucs émissaires, en les accusant d'être venus à des dizaines de milliers pourvus de faux billets. Alors que les autorités françaises ont installé

des cellules spéciales à Liverpool et Madrid pour permettre aux supporters de porter plainte, il dénonce le fait que le formulaire n'offre pas la possibilité de se tourner « contre l'action de la police elle-même ».

Cet élu travailliste, qui accuse régulièrement le Premier ministre britannique Boris Johnson de mensonge, a constaté à propos de Darmanin : « Je me rends compte aujourd'hui que ce type de comportement n'est pas réservé au Royaume-Uni. » Et en effet, entre de tels pros du mensonge, on ne sait pas qui gagnerait le match!

Michel Bondelet

Grenoble : un toit pour tous !

Depuis dimanche 5 juin, à l'appel du DAL (Droit au logement), une « manifestation statique permanente » s'est installée au centre-ville de Grenoble.



Sur la place, on trouve des barnums, des banderoles, des tentes, où sont installés des sans-logis, des familles expulsables ou des mal-logés. Tous exigent l'arrêt des expulsions locatives, la réquisition des logements vides, et des conditions d'hébergement dignes et adaptées et non pas dans les centres, où il est souvent impossible de se faire la cuisine et où l'hygiène est déplorable. Les abris de nuit destinés à mettre les femmes et leurs enfants à l'abri sont eux aussi insalubres, bourrés de punaises de lit et autres cafards!

À Grenoble comme ailleurs, de nombreuses personnes se retrouvent à la rue. Les promoteurs construisent des logements dont les prix sont inaccessibles pour la population

pauvre, et les habitations à loyer vraiment modéré sont en nombre largement insuffisant. À ce jour, 17 000 demandes de logements sociaux sont en attente dans la métropole grenobloise.

Vendredi 10 juin, une marche d'une bonne centaine de manifestants s'est rendue à la préfecture, où une délégation a été reçue, puis un rassemblement le soir a regroupé de nombreux soutiens. Une casse-rolade pour faire du bruit s'organise presque tous les jours.

Ces familles en situation de détresse sont déterminées à ne pas bouger de la place tant que l'État n'aura pas donné de réponses à leurs revendications plus que légitimes. Elles méritent un total soutien!

Correspondant LO

Gennevilliers : non à l'expulsion !

Plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées jeudi 9 juin devant l'entrée du lycée Galilée à Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine.

Ils protestaient contre une demande d'expulsion émanant de la préfecture de Seine-Saint-Denis.

Cette demande vise Alasana Djallo, qui travaille pourtant depuis plus de six ans à l'Éducation nationale, actuellement comme

assistant d'éducation au lycée Galilée de Gennevilliers. De plus, peu avant qu'il reçoive l'ordre de quitter le territoire français (OQTF), il avait appris que le rectorat de Créteil lui proposait un CDI à partir de la prochaine rentrée.

Les manifestants représentaient toute une population indignée de cette menace d'expulsion. À quelques centaines de mètres du lycée, des

ouvriers intérimaires du bâtiment réclament aussi leur régularisation depuis des mois.

Alors que constamment des responsables pleurent à la télévision qu'ils manquent de main-d'œuvre, les préfectures menacent d'expulser ou refusent de reconnaître des salariés qui travaillent ici depuis des années.

Correspondant LO



Hôpitaux: pour le gouvernement, il n'y a pas d'urgence

Devant le congrès des Urgences, mercredi 8 juin, la ministre de la Santé, Brigitte Bourguignon, a rendu publiques les premières mesures du gouvernement censées répondre à la catastrophe annoncée pour cet été, en particulier dans les services d'urgence.

La ministre a ainsi décidé de doubler pour l'été la rémunération des heures supplémentaires et de permettre aux infirmiers et aides-soignants en fin de formation d'aller travailler avant d'avoir reçu leur diplôme, ce qui ne ferait gagner que deux semaines de travail. Enfin, les soignants parvenus à la retraite sont appelés à retourner au travail afin que leurs cadets,

épuisés, puissent partir en vacances. D'autres mesures seraient également en préparation, comme filtrer l'accès aux Urgences en obligeant à appeler d'abord le 15, avec tous les risques que cela comporte quand on sait que le Samu et les Smur sont déjà débordés.

Ces mesures ne sont pas du tout à la hauteur de la situation de sous-effectif qui amène déjà de nombreux

services d'urgence à cesser leur activité. Fin mai, cent vingt services d'urgence étaient déjà contraints de fonctionner en effectif réduit ou en fermant la nuit ou le week-end, d'après l'association Samu-Urgences de France. Durant la période des congés, on peut déjà prévoir une aggravation. « *Un service d'urgence sur cinq est en danger de fermeture cet été; il y aura donc des morts* »:

voilà le constat dressé par le chef des Urgences de l'hôpital Avicenne à Bobigny.

Le manque de personnel est loin de se limiter aux Urgences: en 2021, douze départements disposaient de moins de 50 infirmiers salariés hospitaliers pour 10 000 habitants. En Haute-Corse et dans la Creuse, ils étaient deux à trois fois moins nombreux encore, et ne pouvaient compter que sur moins de

deux médecins hospitaliers pour 10 000 habitants.

Former plus de soignants et mieux les rémunérer pour améliorer les conditions de travail: il n'y aurait pas d'autre manière de stopper l'hémorragie actuelle, et ce serait incommensurablement plus utile pour la société que de multiplier les porte-avions et les sous-marins nucléaires.

Sacha Kami



Manifestation des hospitaliers, le 7 juin, à Paris.

Canicule: les profits flambent, la planète brûle

Selon les médias, relayant les météorologues, la vague de chaleur qui frappe l'Europe du Sud est d'une précocité inédite.

Les moins alarmistes des scientifiques et des commentateurs annoncent tout de même que ce genre de désagrément climatique, en se répétant et en s'amplifiant, peut rapidement tourner à la catastrophe. C'est déjà le cas dans les pays à la fois les plus pauvres et les plus exposés, comme en Inde, région frappée par une chaleur mortelle, au sens propre du terme.

Le changement climatique est donc là et bien là. Le fait qu'il résulte en grande partie de l'activité industrielle n'est plus à démontrer, de même que la nécessité d'agir pour, entre autres, limiter l'émission des gaz à effet de serre. Tous les responsables politiques, en Europe du moins, font mine de s'inquiéter de l'avenir climatique et le discours

ambient est du plus beau vert, depuis les cours d'école jusqu'aux circulaires électorales. Et pourtant...

Le jour où la météo annonçait cette vague de chaleur, et alors que les autorités recommandaient de s'hydrater et de marcher à l'ombre, TotalEnergies signait un contrat pour l'exploitation du plus grand champ gazier au monde, au Qatar. On peut bien entendu dire que, si ce n'était pas Total, ce serait un autre, que l'humanité va encore utiliser du gaz pendant des siècles, voire que le gaz est moins polluant que le charbon ou le pétrole. Mais en fait personne n'en sait rien. La certitude est que ce contrat montre la liberté totale laissée au capital de faire ce qu'il veut, où il veut et quelles que soient

les conséquences. La recherche du profit prime sur toute autre considération et éclaire crument les discours écologistes et démocratiques des gens en place. En plus de la pollution, l'accord gazier renforce en effet le Qatar, une dictature féroce dans laquelle les travailleurs migrants sont réduits à un quasi-esclavage et où l'homosexualité est considérée comme un crime.

Non seulement les États ne cherchent pas à limiter les activités de groupes comme Total, mais ils les encouragent. C'est vrai pour la France et le Qatar, qui ont veillé sur l'accord gazier comme sur bien d'autres. C'est aussi vrai pour toutes les institutions. Les députés européens ont ainsi planché des mois pour s'accorder sur quelques limitations, bien peu contraignantes, aux émissions polluantes des énormes moteurs des navires de commerce. C'était encore trop pour les armateurs, pourtant assis sur un tas d'or, et le texte a finalement été rejeté, le 8 juin.

On pourra donc crever de chaud, de soif ou de misère, avec des discours patronaux repeints en vert pour tout rafraîchissement, pourvu que les caisses de TotalEnergies et des autres se remplissent.

Paul Galois

Vacances: déplacements à prix d'or

À l'approche des congés d'été, l'effet relaxant des vacances risque d'être diminué par le coût des déplacements pour se rendre au soleil, à la mer ou à la montagne.

Les dizaines de milliers de jeunes de 12 à 25 ans qui avaient bénéficié les deux derniers étés du passés jeunes TER ne verront pas cette opération conjointe de la SNCF et des régions reconduite cette année. Il ne sera donc plus possible pour eux de voyager en illimité à petite vitesse sur le réseau TER, mais surtout au prix raisonnable de 29 euros pour un mois.

Pour voyager en chemin de fer, les vacanciers devront se rabattre sur les prix élevés des trains grande vitesse. À moins de partir avant 6 heures du matin, un aller Paris-Marseille coûte au moins 100 euros un samedi de juillet ou août, sans carte de réduction. Aller vers la Méditerranée devient hors de prix.

La direction de la SNCF n'a pourtant pas hésité à déclarer que les billets pour les trains longue distance, comme les TGV ou le Ouigo, « *coûtent de moins en moins cher* ». Elle prétend que depuis le lancement de la nouvelle offre tarifaire, en juin 2021, « *les prix ont baissé de 7%* ». En fait, c'est le panier moyen du voyageur qui a baissé, car les usagers des

trains ont moins dépensé depuis un an. Certains ont dû se rabattre sur des destinations moins chères et moins lointaines, ou sur une offre tarifaire à bas prix, avec des trains ne desservant pas les centres-villes par exemple.

L'Insee, qui collecte quotidiennement les prix sur un échantillon de 250 trajets, a calculé qu'entre avril 2021 et avril 2022 l'indice de prix du transport ferroviaire de passagers a augmenté de 14,6%, soit trois fois plus que l'inflation officielle. En conséquence, de plus en plus de familles populaires, dont les salaires stagnent, n'ont tout simplement pas les moyens de partir en vacances.

Car si le train est trop cher, la route ne l'est pas moins. Avec le diesel et l'essence actuellement en hausse continue à plus de 2,25 euros le litre sur les stations-service d'autoroutes, et avec des péages qui ont encore augmenté au 1^{er} février, un aller-retour Paris-Marseille coûte plus de 250 euros en voiture.

L'été ne promet pas seulement d'être chaud, mais surtout d'être cher.

Lucien Déroit



Les installations du champ gazier North Field.

Russie : les classes populaires face à la guerre

Le président russe vient de signer une loi modifiant les conditions de versement de leur retraite aux travailleurs non russes originaires de la Confédération des États indépendants (CEI), qui regroupe plusieurs anciennes républiques soviétiques depuis fin 1991.

Ces retraités, qualifiés de migrants, n'auront plus droit à une pension en Russie, sauf en cas d'accord spécifique entre leur pays et celle-ci.

Des membres de la CEI, qui restaient liés à la Russie, ont saisi l'occasion de la guerre en Ukraine pour marquer plus de distance avec le Kremlin. Ce dernier, en rétorsion, s'en prend à leurs ressortissants ayant travaillé en Russie.

Les gouvernants russes y trouvent un intérêt politico-diplomatique, mais aussi économique, car le budget fédéral récupérera ainsi l'équivalent de 210 millions d'euros.

Mais c'est sur le plan social que cette mesure importe sans doute le plus à Poutine. En effet, il veut persuader la population que lui seul la défend, alors qu'elle se trouverait confrontée à une hostilité généralisée, même dans son « étranger proche » des ex-républiques soviétiques. En jouant du nationalisme, le Kremlin veut faire oublier à la population russe tout ce qui l'oppose au régime et à ses nantis. Ces derniers sont d'autant plus intéressés à diviser les travailleurs entre eux, selon leur passeport ou leur origine, que si ces derniers mois il y a eu peu de conflits sociaux, dans plusieurs d'entre eux – en Sibérie, en Extrême-Orient, dans le pétrole – des travailleurs migrants se trouvaient en pointe.

Pierre-le-Grand et petits budgets

Poutine peut exalter le souvenir de Pierre-le-Grand, dont il a célébré en grande pompe le 350^e anniversaire et surtout la victoire militaire sur la Suède, il sait que son « opération spéciale » en Ukraine n'est guère populaire.

Sinon, pourquoi avoir interdit à des médias locaux de publier la liste des soldats tués en Ukraine ? Parce que, dit la justice, cela viole le secret des pertes de l'armée. Alors, il faut d'autant plus protéger ce secret d'État que ces pertes sont lourdes, et que

cela se sait, même en l'absence de chiffres précis.

Et puis, aucune censure ne peut empêcher que tout le monde voie les prix flamber depuis le début de la guerre : de 30 à 50 % sur les produits alimentaires ou de première nécessité, voire 70 % et plus sur le kéfir ou la lessive en poudre. Et les salaires, eux, ne progressent pas, sinon à la baisse en raison du chômage.

Au point mort

Dans l'industrie, les usines automobiles sont à l'arrêt total ou partiel. AvtoVaz, ex-filiale de Renault, que ce groupe a fini par céder à l'État russe contre un euro en se réservant une option légale de rachat, représentait un tiers du marché des véhicules en Russie. Du fait des sanctions occidentales, AvtoVaz ne peut désormais plus sortir la Duster et ne sort d'autres modèles que sans ABS, sans calculateur de bord, etc. Ces équipements ne risquent pas de manquer pour relancer, dit-on, la production des Moskvitch : AvtoVaz l'avait arrêtée il y a plus de vingt ans, précisément du fait de son retard technologique ! En parler relève du simple effet d'annonce, car ce n'est pas ce bluff patriotique qui va donner du travail et un salaire aux dizaines de milliers d'ouvriers et techniciens à Togliatti ou Moscou.

On continue de leur verser un salaire ou du chômage technique à l'ancien tarif. Mais pour combien de temps ? Certains ont déjà dû trouver un autre travail. D'autres sont partis en province, car ils ne peuvent plus payer un



Une retraitée manifeste contre les hausses des prix et contre Poutine à Tchita, en Russie.

loyer dans une grande ville.

À Kalouga, à 200 km au sud de Moscou, où des constructeurs et sous-traitants automobiles occidentaux se sont installés, le centre Volkswagen est à l'arrêt. La firme continue à payer le chômage technique mais, selon le syndicat « indépendant » MPRA, elle ne prévoit aucune production en 2022. Volkswagen a annoncé la fermeture de ses ateliers chez GAZ, l'usine géante du centre de Nijni-Novgorod, à 400 km à l'est de Moscou. À ceux qui partiraient « volontairement », elle propose de verser 5 à 6 mois de salaire.

À Kaliningrad, une enclave russe entre Pologne et Lituanie, l'usine Avtotor (BMW) n'est sortie du chômage que depuis deux semaines. On devrait y produire des pièces de rechange de modèles anciens. Personne ne sait ce qu'il s'y prépare,

mais la direction a proposé aux ouvriers, en guise de petit boulot de compensation, d'aller récolter d'abord des pommes de terre, puis des baies dans la nature cet été...

Alors qu'à Moscou le BTP employait beaucoup d'ouvriers d'Asie centrale et du Caucase, on voit maintenant sur les chantiers de plus en plus de visages « blancs ». Ce sont des migrants de l'intérieur qui, privés d'emploi dans leur région, tentent leur chance dans la capitale.

Autre effet des sanctions occidentales : à Tikhvine, dans l'oblast de Leningrad, une usine de construction de wagons a dû cesser de tourner faute de roulements. Le pays n'en produit pas assez. Il est question de compenser cette situation en développant la production militaire de l'usine. C'est là une solution que les autorités mettent souvent en avant en pareil cas car, vu les pertes matérielles et la guerre qui se prolonge en Ukraine, la production d'armements, elle, ne chôme pas.

Salaires non payés et protestations

Il semble aussi qu'augmentent les cas d'entreprises où les salaires ne sont plus payés, ou avec retard. Cela pourrait expliquer l'augmentation des « actions de protestation », en clair des grèves, depuis le début du mois.

Si, avec l'instauration d'un régime proche de la loi

martiale depuis fin février, le nombre des grèves répertoriées avait fortement chuté, les trois jours de début juin ont déjà vu autant de grèves qu'il y en a eu durant tout le mois de mars. L'une des plus importantes, accompagnée de manifestation, a eu lieu dans une entreprise minière de la région de Krasnoïarsk, en Sibérie.

Pour autant que l'on puisse en juger par quelques exemples, le mécontentement existe y compris dans l'armée. Une vidéo circule qui montre des dizaines d'employés, mineurs, instituteurs du Donbass, enrôlés dans les forces de la république séparatiste de Lougansk, qui manifestent contre l'encaissement, refusant d'aller se battre hors de la région, soutenus d'ailleurs publiquement par leurs familles. Il semble également que près de la moitié des engagés de la première période de cette guerre ont refusé de renouveler leur contrat.

À l'arrière, en province comme dans les grandes villes, il n'est pas rare de voir sur les murs des inscriptions ou graffitis « Non à la guerre ! » Malgré les lourdes peines encourues, et la publicité faite par les autorités sur les sanctions judiciaires qui ont frappé des milliers de contestataires, Poutine et son régime n'ont apparemment pas réussi à faire marcher au pas toute la population.

Pierre Laffitte



Une usine Volkswagen en Russie.

Soudan : l'armée assassine au Darfour

130 personnes au moins ont été tuées dans la localité de Kulbus au Darfour. Ce n'est pas la dispute initiale entre deux tribus pour une parcelle de terre qui est à l'origine de ce bilan, mais l'intervention des forces de répression du régime militaire au pouvoir à Khartoum.

Un blessé, interrogé par Radio France Internationale, met ainsi en cause les Forces de soutien rapide (FSR) du régime. « Les miliciens étaient à moto, accompagnés de pick-up des FSR, armés de mitrailleuses. On a essayé de les repousser, mais ils attaquaient à

l'arme lourde. Ils ont encerclé le village, personne ne pouvait sortir. Ils ont tué des enfants, tout pillé, tout brûlé. »

Ces morts s'ajoutent aux dizaines de milliers d'autres assassinés dans cette région. Lorsque le gouvernement central du dictateur

Omar Al-Bachir a déclenché la guerre contre les mouvements qui voulaient l'indépendance du Sud-Soudan, il a recruté au début des années 2000 des supplétifs de l'armée officielle parmi les tribus arabes de la région. En échange de leurs bons services, ils ont été autorisés à se payer sur les zones où ils opéraient et à s'emparer des terres, non seulement au Sud Soudan aujourd'hui indépendant, mais aussi dans

la région voisine du Darfour qui est restée sous le contrôle de l'État soudanais.

Ces milices appelées janjawids, ce qui signifie les diables à cheval, sont devenues une composante essentielle de l'armée soudanaise sous ce nom de Forces de soutien rapide (FSR). Elles ont mené la répression contre les manifestants rassemblés autour du siège de l'état-major à Khartoum le 3 juin 2019, permettant ainsi à la junte militaire de s'installer au pouvoir après avoir évincé Omar Al-Bachir. Leur chef, le général Hemetti, est aujourd'hui l'un de ses principaux dirigeants et ce sont ses FSR qui sont envoyées jour

après jour pour réprimer les manifestants qui exigent le départ des militaires.

En 2019, lorsque la population soudanaise s'était mobilisée et avait réussi à faire partir Omar Al-Bachir, les Darfaouis venus la soutenir avaient été accueillis à bras ouverts. Les manifestants leur demandaient de leur pardonner pour tous les crimes commis en leur nom par le dictateur déchu. L'espoir s'ouvrait de mettre fin à cette guerre sanglante. Mais aujourd'hui une junte militaire a pris la succession, et les habitants du Darfour comme les travailleurs soudanais le paient de leur sang.

Daniel Mescla

Grande-Bretagne : réfugiés déportés vers le Rwanda

Le gouvernement britannique voulait commencer à déporter des migrants vers le Rwanda, mais la Cour européenne des Droits de l'homme a, pour l'instant, suspendu le processus.

Selon ce plan annoncé en avril, le Royaume-Uni va déporter dans ce pays d'Afrique les migrants entrés clandestinement.

Il ne s'agit pas d'immigrés rwandais, mais d'Afghans, d'Iraniens, d'Érythréens, etc. ayant souvent gagné les côtes anglaises dans des embarcations de fortune depuis la France. Leur demande d'asile sera examinée une fois au Rwanda, à 6 400 km de Londres. Même s'ils sont

reconnus comme réfugiés, ils devront y rester.

Pour ce travail de « sous-traitance », 144 millions d'euros doivent être versés au gouvernement rwandais. Alors même que la Grande-Bretagne a réclamé l'an dernier à l'ONU une enquête sur le Rwanda pour des soupçons de mauvais traitements, disparitions, meurtres et tortures commis par le régime, le Premier ministre britannique Boris

Johnson prétend aujourd'hui que le pays serait « l'un des plus sûrs au monde ».

Cette sinistre pratique a des précédents. Depuis vingt ans, l'Australie déporte des migrants vers les îles Manus et Nauru, des États insulaires du Pacifique. Dans ces camps gérés par des compagnies privées, les réfugiés souffrent terriblement. Le Rwanda a quant à lui déjà travaillé avec Israël, accueillant, moyennant finances, des migrants qui en avaient été expulsés. Le Danemark, dont le gouvernement social-démocrate veut zéro demandeur d'asile, envisage également un projet similaire.

En Grande-Bretagne, plusieurs manifestations ont eu lieu. L'Église anglicane, le haut-commissariat pour les Réfugiés et même le prince de Galles ont critiqué ce plan inhumain... Mais le gouvernement Johnson, qui recourt sans vergogne à la démagogie anti-migrants, n'a pas reculé. En matière de barbelés, de camps et de déportations, la barbarie des pays riches et dits civilisés n'a pas de limites.

Michel Bondelet



Protestation à Londres, le 14 juin 2022.

Libérez Georges Ibrahim Abdallah

Le comité national de soutien du militant pro-palestinien d'origine libanaise, Georges Ibrahim Abdallah, emprisonné depuis 35 ans dans une prison française et libérable depuis 23 ans, appelle à manifester pour sa libération.

Georges Ibrahim Abdallah, condamné en 1987, est libérable depuis 1999,

mais reste en prison. Par deux fois, les États-Unis et Israël sont intervenus pour empêcher qu'il soit libéré et renvoyé au Liban. Les ministres Dominique Perben d'abord puis Manuel Valls ont ainsi refusé de le libérer.

La condition pour sa libération posée par le fameux état de droit est donc

que soit signé un arrêt d'expulsion vers le Liban, prêt à l'accueillir.

Les nombreuses associations, organisations politiques et syndicales qui soutiennent le plus vieux prisonnier politique de ce pays appellent à exiger sa libération en manifestant le 18 juin à 15 heures place des Fêtes, à Paris.

Maroc : répression chez un sous-traitant d'Orange

Au Maroc, après avoir organisé un débrayage dans le centre d'appels Business Casablanca 2S, filiale de Comdata, lui-même sous-traitant d'Orange, sept militants syndicaux ont été interdits d'accès à leur lieu de travail et ont vu leur salaire bloqué.

Depuis le début des années 2000, les centres d'appels ont fleuri par centaines au Maroc. La plupart d'entre eux sont des filiales ou des sous-traitants de grandes entreprises étrangères, en particulier françaises. Ils emploient des dizaines de milliers d'employés et sont la seule possibilité de travail pour bien des jeunes diplômés.

Comme dans tous les autres secteurs, les conditions de travail se dégradent : horaires à rallonge, travail le week-end et les jours fériés, normes de rendement plus dures concernant le nombre d'appels journaliers et les objectifs commerciaux... Les salaires sont bloqués depuis des années. L'inflation, très importante au Maroc depuis le Covid, rend la situation de plus en plus difficile pour les salariés.

Chez Business Casablanca 2S, qui emploie 1400 salariés, la colère a éclaté après l'annonce de la fusion entre la maison mère Comdata et l'entreprise Konecta, aboutissant à la création d'un mastodonte au sixième rang mondial du secteur : des milliards mis sur la table d'un côté, des

miettes de l'autre !

Le 21 avril, un débrayage d'une demi-journée a été organisé par les syndicalistes de l'UMT (Union marocaine du travail) pour réclamer de meilleurs salaires. Dans ce secteur assez peu organisé, il n'en a pas fallu davantage pour lancer la machine à répression. L'une des syndicalistes a été abusivement mutée dans une autre ville, les autres tout bonnement licenciés dans les jours qui ont suivi. Aujourd'hui, les syndicalistes licenciés sont en plus poursuivis en justice par l'entreprise pour entrave à la liberté du travail. Ils risquent jusqu'à deux ans d'emprisonnement et une amende de 5 000 dirhams (476 euros, pour un smic à 250 euros).

Les patrons marocains essaient ainsi de faire peur et de tuer dans l'œuf toute velléité de s'organiser et de se mettre en grève face à leurs attaques. Mais, derrière eux, il y a la maison mère italienne, Comdata, et le donneur d'ordres français Orange, tous d'accord pour exploiter au maximum leurs salariés, au Maroc ou ailleurs.

Véronique Laroche

Parlement de l'UE: le climat attendra

Le plan Fit-for-55 qui vient d'être discuté au Parlement européen est censé réduire les émissions de gaz à effet de serre en Europe d'ici 2030, d'au moins 55% de ce qu'elles étaient en 1990.

Mais les députés européens ont repoussé la plupart des mesures, dont l'efficacité même était discutable. Il n'en reste que l'interdiction très médiatique des véhicules thermiques d'ici 2035, une interdiction pleine d'ambiguïtés.

Parmi les textes refoulés, il y a celui de la réforme du système d'échange des quotas d'émissions de gaz à effet de serre. Ce système, censé inciter les entreprises à réduire leurs émissions en leur faisant acheter des quotas, des droits à polluer, qu'elles peuvent s'échanger, ne fonctionne pas vraiment. Avec le ralentissement économique, les quotas se sont accumulés sur le marché et le prix du carbone a chuté! Pour faire remonter les prix, il était notamment

prévu de réduire les quotas gratuits dont bénéficient de nombreux secteurs comme la construction, le transport maritime, routier ou aérien. Quel que soit le prix du carbone, il reste que c'est le consommateur final qui le paye, les entreprises restant libres de lui en transférer le coût. Mais c'était sans doute trop pour certaines entreprises, et les députés se sont inclinés.

Le MACF, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, est aussi passé à la trappe. Ce mécanisme devait remédier à une faille gigantesque permettant aux entreprises de délocaliser leurs activités les plus polluantes dans des pays pauvres, ou d'importer les produits polluants sans payer de quotas. Ainsi, en

Europe, 27% des émissions proviennent de biens importés... L'autre mesure refoulée est celle qui devait instituer le «fonds social pour le climat»: 144 milliards devaient être provisionnés par l'UE pour soutenir les personnes les plus affectées par la hausse du coût des énergies fossiles, les aider à l'achat de véhicules électriques, en subventionnant en réalité les Total et autres PSA. Mais même cela, les députés ne l'ont pas adopté, tout un symbole.

La seule mesure qu'ils ont prise est l'annonce de la fin des véhicules thermiques en 2035... une fin pas si complète, car les députés ont aussi adopté «l'amendement Ferrari»: les véhicules de luxe produits à moins de 1000 unités par an pourront tranquillement continuer à polluer. Et, chaque État européen étant chargé de traduire cette interdiction

des véhicules thermiques dans sa propre législation, cela laisse la place à de nombreuses manœuvres. Ainsi, des constructeurs en avance sur l'électrique, comme Volvo, poussent en avant tandis que d'autres comme BMW freinent des quatre disques.

En confiant l'avenir de la planète aux entreprises et au marché, les députés cautionnent une farce. Ainsi, il ne suffit pas de décréter les véhicules électriques obligatoires pour en finir avec la pollution, il faut aussi que l'énergie électrique

qui charge les batteries n'en produise pas plus, ce qui n'est pas le cas actuellement. Il faudrait aussi que la chimie des batteries respecte l'environnement et les hommes qui les produisent, on en est loin. En réalité, les entreprises utilisent la transition écologique en cours pour recycler la manière de faire leurs profits. Les États les subventionnent et les aident à faire payer cette transition aux plus pauvres. Et tant pis pour la planète comme pour les hommes qui la peuplent.

Serge Benham



Amendement Ferrari, pour les riches!

Allemagne: hospitaliers en grève pour plus de personnel

Depuis début mai, entre 1 500 et 2 000 salariées des six CHU de Rhénanie-du-Nord-Westphalie ont entamé une grève illimitée pour l'embauche de plus de personnel.

À l'été 2018 déjà, plusieurs centaines de travailleurs avaient fait grève dans deux de ces CHU, à Düsseldorf et Essen, pendant trente-quatre jours. Ils avaient obtenu l'embauche de soignantes, d'ouvriers, et d'administratifs. Chaque fois que les services se retrouvaient en sous-effectif pendant plusieurs jours, le nombre de patients devait être automatiquement

réduit. Mais les directions des CHU n'ont pas cessé de remettre en cause ces concessions et ainsi d'aggraver les conditions de travail.

Cette fois-ci, ce ne sont plus deux, mais les six CHU du land qui font grève ensemble. Selon les sites, entre 150 et 500 travailleuses et travailleurs sont en grève, en majorité des infirmières. La grève est donc minoritaire, mais depuis six

semaines elle fléchit peu. Faire grève dans un hôpital n'est pas simple, et il y a si peu de personnel dans les services que les soignants sont généralement réquisitionnés par avance. La première épreuve de force a consisté à imposer que, là où des soignants voulaient faire grève, des lits ou même le service entier soient fermés pour le leur permettre. Des équipes qui n'auraient pu l'imaginer quelques jours auparavant se sont serré les coudes et sont entrées en grève ensemble, forçant la fermeture de lits

et parfois de services.

Dans l'un des CHU, à Essen, des militantes ont proposé et obtenu dès le début la mise en place d'un comité de grève, impliquant y compris des grévistes n'ayant jamais eu auparavant d'activité militante. Au cours des assemblées générales quotidiennes, toutes les questions relatives à la grève sont ouvertement posées, discutées et votées. Le fait que tout le monde soit associé et participe aux décisions permet à beaucoup plus de personnes de réfléchir à la grève, d'être conscientes et de s'y impliquer activement.

Jusqu'à-là, le gouvernement régional, qui gère les CHU, et les directions des CHU refusaient de céder quelque chose de significatif. Ils pensaient que, dès qu'ils proposeraient de négocier, les grévistes et notamment les syndicalistes s'empresseraient de répondre présent et pour cela suspendraient la grève, comme de coutume. Mais, cette fois, les grévistes ont compris qu'il ne fallait surtout pas abandonner leur seul moyen de pression, la grève, sous peine de se faire balader. Les six CHU ont donc décidé de poursuivre

le mouvement jusqu'à ce qu'un accord soit conclu noir sur blanc. Il faut dire que le syndicat verse aux grévistes un soutien financier. Ils ont aussi le soutien de beaucoup de patients, des travailleurs d'autres hôpitaux et entreprises ainsi que des passants, qui encouragent les grévistes à ne pas lâcher.

La direction du CHU de Bonn tente à présent de faire interdire la grève par des arguments juridiques. Le motif invoqué est que faire grève pour obtenir plus de personnel serait illégal! Les directions essaient aussi de diviser les grévistes, en proposant quelques petites concessions, uniquement pour les soignants. Pour les autres, il n'y aurait pas d'argent. Espéraient-ils vraiment que les infirmières laisseraient tomber les autres catégories avec lesquelles elles font grève quotidiennement depuis six semaines?

Lors de leur dernière manifestation, vendredi 10 juin, les grévistes ont répondu clairement: elles continueront la grève jusqu'à ce que toutes et tous en retirent quelque chose!

Alice Morgen



On vote la grève au CHU d'Essen.

Avril-juin 1982, la guerre des Malouines : **bain de sang pour quelques îlots**

Le 14 juin 1982, la guerre des Malouines prenait fin par la capitulation de l'Argentine face à la Grande-Bretagne. Ce conflit pour la possession d'un archipel très peu peuplé, commencé le 2 avril, avait duré neuf semaines et avait coûté la vie à 904 soldats, 649 Argentins et 255 Britanniques.

Les îles Malouines, appelées Falklands par les Britanniques et Malvinas par les Argentins, sont situées dans l'Atlantique Sud, à 400 kilomètres des côtes argentines et 12 000 kilomètres des côtes anglaises. Ces terres inhabitées – si ce n'est par les pingouins – furent abordées au 17^e siècle par des corsaires de Saint-Malo (d'où leur nom), puis saisies par l'Empire espagnol, avant d'être revendiquées dans les années 1820 par l'Argentine, devenue indépendante en 1816. Mais, dès 1833, l'Empire britannique en prit possession. En 1982, elles comptaient 2 000 habitants, tous colons ou descendants de colons britanniques, et 600 000 moutons. L'intérêt économique de ces îles était si dérisoire que la Grande-Bretagne envisageait même d'en partager la gestion avec l'Argentine, voire de les lui rétrocéder.

Un coup de poker raté

L'espoir que la Grande-Bretagne ne lèverait pas le petit doigt pour les défendre fut sans doute un des facteurs qui incitèrent le général argentin Galtieri à faire le pari de l'invasion des Malouines. Galtieri était depuis 1981 à la tête d'une dictature militaire fragilisée, et il espérait par ce coup de poker créer un réflexe nationaliste qui souderait la population derrière lui.

Arrivée aux commandes en 1976 avec l'appui des États-Unis, la junta avait usé des grands moyens pour réprimer les militants du mouvement ouvrier, faisant au moins 30 000 « disparus ». Mais, début 1982, la contestation populaire était de retour et il y avait urgence à faire diversion.

Galtieri avait cependant sous-estimé le fait que Margaret Thatcher, la Première ministre conservatrice du Royaume-Uni, avait elle aussi ses raisons de tenter un pari. Dès le 5 avril, elle envoya vers cet archipel, dont bien des Britanniques ignoraient jusqu'à l'existence, une centaine de navires de guerre, porteurs de dizaines d'armes nucléaires. Alors que les soldats argentins avaient pris possession des îles avec pour instruction de ne pas faire une seule victime, ce fut Thatcher en personne qui ordonna le 2 mai le torpillage du croiseur argentin *General Belgrano*, où périrent 323 marins, pour la plupart de jeunes conscrits. Le torpillage en représailles, le 4 mai, du *HMS Sheffield*, coulé par des missiles de fabrication française Exocet, ne suffit pas à renverser la vapeur. Le 21 mai, les troupes britanniques débarquèrent et en trois semaines, elles forcèrent le général Menendez à se rendre. Au cours de



Des soldats argentins, pendant la guerre des Malouines.

cette reconquête, la soldatesque britannique fit trois morts civils, usa d'armes chimiques à base de phosphore et exécuta sans sommation des soldats argentins qui allaient se rendre.

Une démonstration de force de l'impérialisme britannique

La décision de mobiliser un arsenal aussi spectaculaire pour remettre la main sur des terres aussi lointaines que désolées pouvait surprendre, mais elle avait de solides motivations. Thatcher, aux affaires depuis 1979, était à la tête d'un pays miné par l'inflation et le chômage. La barre des 3 millions de chômeurs venait d'être dépassée. Ses attaques contre les sidérurgistes n'étaient pas passées sans réaction et l'année 1981 avait vu des révoltes de la jeunesse dans les quartiers populaires des plus grandes villes. Engager un bras de fer en politique extérieure lui permettait d'affirmer son autorité, comme pour promettre que face à l'ennemi intérieur aussi elle saurait être intransigente.

Il fallait surtout démontrer que l'impérialisme britannique, qui avait dû renoncer à presque toutes ses colonies à partir de 1945, ne se laisserait pas déposséder sans mot dire des territoires restants. Leur importance pour la bourgeoisie britannique et son État n'était pas que symbolique. Aux Antilles, les îles Caïmans, Bermudes et Vierges étaient de précieux paradis fiscaux ; dans l'Océan Indien, l'archipel des Chagos constituait une base militaire idéalement située pour l'allié américain ; et Gibraltar, à la pointe sud de l'Europe

occidentale, cumulait les deux fonctions. Se laisser humilier par l'Argentine aurait été un aveu de faiblesse, alors que les multinationales britanniques comptaient sur un État capable de garantir leurs intérêts aux quatre coins du monde.

Plus largement, la guerre que mena Thatcher servait les intérêts généraux de l'impérialisme et ceux de la puissance dominante, les États-Unis. Certes, Washington eut tout d'abord quelques réserves vis-à-vis de l'initiative du gouvernement britannique contre un régime argentin qui lui était dévoué. Mais les dirigeants des États-Unis exprimèrent rapidement leur soutien à la démonstration de force de la Royal Navy, car en fait la dictature argentine était en passe de devenir un instrument hors d'usage. Surtout, la leçon que Thatcher entendait infliger à l'Argentine avait une valeur générale : il s'agissait de rappeler à tout État ou peuple prétendant remettre en cause les frontières tracées par les grandes puissances que cela risquait de lui coûter très cher.

En Grande-Bretagne, cette guerre impérialiste fut approuvée dès son déclenchement par l'Opposition de Sa Majesté, à savoir le Parti travailliste dirigé par Michael Foot. Censé incarner l'aile gauche du travaillisme, cet habitué des grands discours pacifistes sur le désarmement nucléaire exigea du gouvernement « *de l'action, pas des paroles* »... au nom du droit des habitants des Falklands à l'auto-détermination. Les leaders des appareils syndicaux ne furent pas moins va-t-en-guerre, le chef du syndicat des marins se distinguant par un appel à

bombarder l'Argentine. Tout au plus entendit-on à gauche des appels à une solution négociée sous égide de l'ONU, sans qu'il fût question d'appeler les travailleurs à manifester contre cette expédition guerrière. Il faut dire que, dès 1977, c'était un gouvernement travailliste qui, pour parer à toute éventualité, avait envoyé trois navires de guerre croiser au large des Malouines.

Les conséquences de la guerre

En Argentine, l'engagement militaire voulu par Galtieri s'étant soldé par une défaite, il aboutit pour le régime à l'inverse du résultat escompté. Galtieri démissionna immédiatement. Puis, un an plus tard, à la fois contestée dans la rue et lâchée par l'impérialisme américain et la classe dirigeante argentine, la junta tomba. En Grande-Bretagne, Thatcher s'appuya sur la victoire militaire pour gagner les élections législatives de 1983. Puis elle lança en 1984 une offensive contre les mineurs, dont l'issue allait briser pour longtemps le moral du monde du travail.

Quarante ans plus tard, la mainmise de la Grande-Bretagne sur les Malouines reste une absurdité. La présence militaire britannique est désormais pérenne, avec 1 000 soldats sur 3 000 habitants car du pétrole a été découvert autour de l'archipel. Au lendemain des festivités indécentes en l'honneur des 70 ans de règne de la reine Elizabeth, l'anniversaire de la guerre des Malouines rappelle que, pour préserver leurs possessions et leur pouvoir, les parasites aristocratiques et bourgeois qui trônent encore au sommet de la société sont prêts tout.

Thierry Hervé



Le croiseur argentin *General Belgrano* coule avec 323 de ses marins.

Face à l'inflation : **augmenter les salaires et les pensions**

Le week-end du 12 juin, un peu partout dans le pays, le carburant était repassé au-dessus des deux euros le litre. Quant à la hausse des prix globale calculée par l'administration, elle serait de plus de 5% sur un an.

Ces chiffres ne disent encore pas grand-chose en eux-mêmes. Il faut calculer l'effet du prix du carburant pour un ouvrier qui a une heure de route chaque matin et chaque soir, pour un travailleur qui doit aller de domicile en domicile sans que son indemnité kilométrique, quand elle existe, ait augmenté, pour un père de famille à qui on propose deux jours au smic dans une usine à cinquante kilomètres de son domicile sous peine de perdre ses droits au chômage. De même, la hausse des prix n'est qu'une moyenne et

frappe bien plus durement les familles populaires, d'une part à cause de la modicité de leur budget, d'autre part parce que les produits de consommation courante augmentent plus que les autres.

Dans ces conditions, heureusement, des travailleurs protestent, débrayent, voire se mettent en grève en revendiquant l'augmentation des salaires.

Face à des patrons qui tenteront toujours d'enfermer les travailleurs dans le particularisme de l'entreprise et de ses problèmes, supposés et invérifiables, il

faudrait aujourd'hui imposer l'augmentation générale des salaires, des pensions et des allocations, avec un minimum de 2000 euros pour tous.

Les défenseurs du patronat, bénévoles ou stipendiés, prennent toujours pour argument le petit artisan qui ne pourrait pas payer ses compagnons à ce prix-là. Peut-être, mais les grandes entreprises le peuvent largement ! Ce sont elles et l'État qu'il faut faire céder, et le reste suivra. Les grands mouvements, comme juin 1936 et mai 1968, ont arraché des augmentations générales et conséquentes sans pousser les artisans à la faillite, mais en obligeant le grand capital à ouvrir les cordons de la bourse.



Outre augmenter les salaires et pensions, il faut les garantir contre l'inflation car, à n'en pas douter, elle va continuer. Pour cela ils doivent être indexés sur les prix, quel qu'en soit le coût pour le patronat.

Imposer ces exigences est la seule façon de protéger le monde du travail contre les aléas de l'économie capitaliste. En même temps, en se retrouvant autour de ces revendications,

en faisant valoir l'intérêt commun de tous les opprimés, ceux-ci peuvent devenir une classe consciente de tout ce qu'elle représente face aux possédants et à leur État.

C'est bien pourquoi, pour évidentes qu'elles soient, ces revendications ne sont inscrites que sur le drapeau de révolutionnaires dont le programme est le renversement de l'ordre social.

Paul Galois

Ikea France : les travailleurs face à une série d'attaques

Le groupe Ikea France vient d'annoncer que le service technique de chaque magasin sera externalisé dans les prochains mois et confié à un partenaire extérieur.

Cela concerne 130 travailleurs répartis sur une quarantaine de magasins, en commençant par les nouveaux, comme c'est déjà le cas à Nice-Saint-Isidore.

Après le démantèlement du service de ressources humaines et la suppression d'environ 130 emplois, la comptabilité a été à son tour externalisée. Ikea a ainsi supprimé 300 emplois entre 2019 et 2022 et ne compte pas s'arrêter là. D'autres services tels que la plonge dans les services de restauration ou le ramassage des

caddies sont menacés de subir le même sort.

Autant dire que la direction d'Ikea fait feu de tout bois pour préserver ses marges, en s'attaquant aux travailleurs et aussi, malgré une inflation galopante, en maintenant les salaires au plus bas. Elle s'est ainsi félicitée d'avoir proposé 2,5% d'augmentation collective, quand l'inflation officielle dépasse déjà les 5%, et on sait que c'est en réalité bien plus. La direction a même poussé le vice jusqu'à proposer un petit 1%, sur

objectifs, en fait à la tête du client. Toutes les occasions sont bonnes pour dire qu'il n'y a pas d'argent, ni pour augmenter les salaires ni pour préserver les emplois, alors que le groupe Meubles Ikea France est le troisième pourvoyeur de chiffre d'affaires du groupe avec 3 milliards d'euros par an.

Tout cela ne trompe pas les travailleurs d'Ikea, qui sont bien placés pour savoir que les bénéficiaires plantureux faits d'année en année vont toujours dans les poches des propriétaires de l'enseigne, une des plus riches familles de la bourgeoisie de Suède.

Correspondant LO

Le magasin d'Évry en grève

Au magasin Ikea d'Évry, dans l'Essonne, qui compte 380 salariés, environ 70 d'entre eux se sont mis en grève lundi 13 juin, pour protester contre l'annonce de la direction de n'accorder aucun bonus cette année, et contre les faibles augmentations accordées au regard de l'inflation. Les travailleurs ont été particulièrement agacés par les déclarations de la direction prétendant qu'il n'y

avait pas d'argent pour les salaires et les primes.

Un autre appel à la grève était lancé pour jeudi 16 juin, non seulement pour

les travailleurs du magasin d'Évry mais aussi pour ceux du centre d'appels de Lisses, situé à proximité.

Correspondant LO



Groupe Carrefour : la location-gérance et ses conséquences

Au 1^{er} juin, 43 magasins Carrefour, dont 16 hypermarchés, sont passés en location-gérance. Ils viennent s'ajouter aux 77 hypermarchés et aux centaines de magasins Carrefour Market déjà concernés.

Au total, près d'un cinquième du personnel serait déjà passé en location-gérance, soit plus de 20000 salariés.

La location-gérance consiste à confier à un gérant, souvent un directeur de magasin déjà en poste qui crée alors sa propre société, le droit d'exploiter le fonds de commerce. Cela permet au groupe Carrefour de lui déléguer les frais de gestion des magasins et de ne plus avoir à payer les salaires. Il encaisse alors redevance et loyers et réalise une marge de commerçant grossiste sur chaque magasin.

En réalité, depuis 2017 où la location-gérance a été mise en place, c'est par des licenciements, des sanctions et une pression accrue sur les salariés du groupe que les profits ont pu être réalisés. La perte de rémunération peut être de l'ordre de 2000 euros par an pour chaque salarié, du fait de la perte du statut Carrefour et de la

convention d'entreprise. En outre les nouveaux gérants n'ont pas tardé à prendre des sanctions à l'encontre des salariés les plus anciens et à plein temps, qui sont aussi les moins mal payés. La précarité déjà présente s'est généralisée et la pression s'est accrue.

Or, le sous-effectif était déjà chronique dans tous les magasins, avant même la location-gérance. Des projets dit de rationalisation, comme TOP ou EOS, qui ont pour objet de réduire le personnel et d'imposer à ceux qui restent des conditions encore pires, sont généralisés dans les hypermarchés. Autant dire que la mise en location-gérance constitue une attaque de grande ampleur supplémentaire. Elle accentue encore celles que subissent les salariés des magasins.

La riposte devra venir des salariés de l'ensemble des magasins, qu'ils soient touchés par la location-gérance, ou non.

Correspondant LO

Air France-Maintenance – Orly : non aux heures sup', des embauches et des augmentations !

Dans les ateliers et les hangars de la Maintenance des avions à Air France – Orly, le sous-effectif est permanent. Déjà très important, il le sera encore plus durant l'été avec les congés qui arrivent.

C'est comme si une nouvelle dégradation des conditions de travail était déjà programmée. La direction le sait, et pour cause. Alors, pour faire passer la pilule, elle proposerait, selon ce que disent des membres de l'encadrement, de majorer les heures supplémentaires.

Cela prouve certes que les travailleurs sont indispensables et que sans eux les avions ne voleraient pas. Mais cela prouve aussi que,

face au manque criant de bras, la direction ne veut savoir qu'une chose: les surexploiter encore plus, même quand ils n'en peuvent plus.

Ce genre de situation n'est pas propre à Air France. Dans le secteur du transport aérien, de nombreuses sociétés, compagnies ou autres, plutôt que d'embaucher, préfèrent annuler des vols faute de personnel.

C'est ce qui s'est produit

récemment aux Pays-Bas, à Schiphol, l'aéroport d'Amsterdam, où ont eu lieu de véritables émeutes de passagers qui se retrouvaient coincés pendant des heures. Mais cela, sans que ceux qui dirigent l'aéroport aient ensuite pris quelque décision que ce soit pour améliorer vraiment la situation. La seule mesure concrète

annoncée dans ce cas est que, durant la période estivale, les salaires du personnel seraient augmentés de 5,25 euros de l'heure pour tenter de lui faire avaler des conditions de travail qui seront encore plus épouvantables.

À Orly, à Roissy ou à Schiphol, comme dans tout le transport aérien, que ce soit

dans les compagnies ou chez la myriade de prestataires de service des aéroports, ce sont des centaines de milliers de travailleurs qui font tout tourner. Sans eux, rien n'est possible. Alors, il est plus que temps d'imposer des embauches massives et des augmentations de salaire.

Correspondant LO

Lear – Jarny : succès de la grève

La petite centaine de travailleurs de l'usine de sièges automobiles Lear de Jarny, en Meurthe-et-Moselle, qui a comme unique client l'usine de Renault Sovab, se sont mis en grève mardi 7 juin.



Les travailleurs revendiquaient 100 euros net d'augmentation par mois dans le cadre des négociations annuelles obligatoires (NAO). Ils ont d'abord débrayé deux heures par équipe (3X8) puis se sont mis en grève totale mercredi 8 juin. Fournissant les sièges du Master, produit à l'usine Renault-Sovab toute proche, ils ont eu vite fait de paralyser celle-ci. Elle a été contrainte de fermer le soir à 21 heures après avoir

remplacé les sièges conducteur manquants de Lear par des chaises pliantes Ikea, afin de pouvoir les sortir de chaîne. Plus de 300 Master ont ainsi rejoint directement le parc de retouche.

Outre les salaires, une des raisons de la colère des travailleurs de Lear réside dans l'inquiétude pour leur avenir. Lear a perdu le marché des sièges de Master pour la Sovab, marché repris en 2024 par

Faurecia... qui avait ce marché avant que Lear ne le récupère. L'usine Lear, pourtant toute neuve, devrait fermer. Les patrons changent ainsi de fournisseur comme on change de chemise, mais les travailleurs ont besoin de leur salaire pour vivre.

Jeudi 9 juin, les travailleurs obtenaient 70 euros d'augmentation de salaire, plus une prime de 30 euros par mois versée par semestre... au total les cent euros demandés. Il faut dire que Renault était pris à la gorge car, outre le manque de semi-conducteurs et de pièces de toutes sortes, le manque de sièges n'était pas tenable.

En se mobilisant, les travailleurs ont fait plier Lear, et derrière, Renault. En plus des 100 euros, ils ont marqué un point dans la bagarre avec un patron qui veut les mettre dehors dans moins de deux ans.

Correspondant LO

AML Systems – Hirson : une augmentation imposée

Le 1^{er} juin, la quasi-totalité des ouvriers d'AML Systems à Hirson, dans l'Aisne, était en grève pour imposer une augmentation des salaires.

AML Systems, ex-Valeo, racheté en 2016 par le groupe Johnson electric, est un équipementier automobile fabriquant des correcteurs de phares et des lave-projecteurs. 250 personnes travaillent sur le site d'Hirson, dont environ 70 ouvriers, avec des salaires insuffisants pour vivre. Ainsi, après dix ans d'ancienneté, ils sont inférieurs à 1500 euros. Comme le déclare un travailleur, une fois toutes les dépenses obligatoires effectuées, il reste à peine deux cents euros pour tenir le mois.

Alors, quand la direction a annoncé ne lâcher que 2 % d'augmentation, soit nettement moins que l'inflation, les ouvriers ont décidé de se mobiliser. Leur journée de grève leur a permis d'obtenir une augmentation de 4,5 % (6 % pour ceux payés au smic) ainsi qu'une prime de 200 euros.

Le recul rapide de la direction a conforté une partie des ouvriers dans leur conviction que, contrairement à ce qu'elle prétend depuis des années, celle-ci a largement de quoi payer des salaires décents.

Correspondant LO

Colgate – Compiègne : riposte à une attaque

Le 31 mai, une journée de grève a eu lieu contre les attaques de la direction sur les salaires à l'usine Colgate de Compiègne, où travaillent 440 salariés.

Les travailleurs en grève se sont rassemblés devant l'usine, puis une soixantaine d'entre eux sont partis manifester à Bois-Colombes dans la région parisienne, devant le siège du groupe.

C'est la baisse de 1400 euros de la prime d'intéressement qui a mis tout le monde en colère. En outre les salaires sont bloqués alors que tous les prix augmentent, et le changement de la grille aboutit, entre autres,

à la diminution du salaire d'embauche. Une restructuration est de plus prévue avec comme conséquence la suppression de 105 postes et une augmentation de la charge de travail pour ceux qui restent.

Colgate est une multinationale dont le chiffre d'affaires est de 15,4 milliards d'euros pour l'année 2021, en hausse de 6 % par rapport à l'année précédente. Elle a versé 1,574 milliard de

dividendes aux actionnaires, des dividendes engrangés grâce au travail de tous dans cette usine qui n'a jamais cessé de tourner durant le confinement.

La direction a finalement annoncé une prime de 800 euros, qui ne compense pas la baisse de 1400 euros, et surtout n'enraye pas la chute du pouvoir d'achat due à l'inflation.

C'est malgré tout un recul du patron, et c'est en tout cas un encouragement à poursuivre dans la voie de la lutte.

Correspondant LO

COURRIER PICARD



CHU Toulouse : des embauches pour les Urgences, c'est vital !

Après une première grève suivie à 95 % les 6 et 7 juin, le personnel des Urgences adultes de l'hôpital Purpan à Toulouse s'est mis à nouveau en grève lundi 13 juin. Seules les urgences vitales sont accueillies.

Le manque de personnel est tel que tous les jours, à partir de 17 heures, le service est saturé, et une infirmière peut être amenée à s'occuper de 25 patients en même temps. Evidemment, cela génère de la frustration et de l'énerverment du côté des patients, et parfois des violences. Cela ne va pas s'arranger avec l'été, d'autant que les fermetures de lits ou de services d'urgence se multiplient dans les hôpitaux périphériques. Dans ces conditions, les nouveaux embauchés ne restent pas et, en 2021, les démissions

ont augmenté de près de 40 % par rapport à l'année précédente.

La direction a tout d'abord essayé de culpabiliser les grévistes qui « mettraient en danger » les patients. Quant au maire de droite de Toulouse, président du conseil de surveillance du CHU, il s'est empressé de fustiger la grève des urgences, qui viserait à « créer le chaos ». Rien que ça !

Cela n'a pas empêché les hospitaliers des Urgences de remettre ça. Pour toute réponse, la direction et

l'Agence régionale de santé ont déclenché le « plan blanc », qui est prévu pour les situations exceptionnelles ; mais pour une grève, c'est une première !

Les grévistes réclament cinq postes d'infirmier(es) et d'aides-soignant(es), un brancardier et l'ouverture ou réouverture des lits d'aval somatiques et psychiatriques.

Au CHU, 143 lits sont fermés par manque de personnel, le mécontentement est partout. Se rassembler, se regrouper : c'est la seule voie pour faire plier les dirigeants et pour arracher les embauches et les augmentations de salaire indispensables.

Correspondant LO



Ehpad - Saint-Priest : en grève

Les salariés de l'Ehpad Résidence du Château de Saint-Priest dans la banlieue de Lyon, qui dépend du groupe privé Omeris, se sont mis en grève le jeudi 9 juin.

Ils demandent, entre autres, des embauches et une augmentation de salaire de 500 euros pour compenser la forte inflation des derniers mois.

Alors qu'une famille doit déboursier près de 4000 euros par mois pour la prise en charge d'un parent, la direction d'Omeris prétend ne disposer d'aucun moyen. La famille propriétaire du groupe connaît pourtant la vie de château, puisqu'elle est multimillionnaire et l'une des plus riches de France. Les grévistes n'étant pas dupes, elles ont voté la reconduction de la grève à l'unanimité.

Comme par magie, la direction a trouvé de l'argent ce jour pour employer deux vigiles à l'entrée, une entreprise extérieure pour remplacer les grévistes et un huissier pour notifier leur réquisition en fin de journée. Les salariées ont remarqué que la direction trouvait des moyens pour

tenter de casser leur moral et était prête à tout pour briser leur grève, mais cela n'a réussi qu'à les motiver davantage.

Toutes les grévistes sont réquisitionnées en permanence, mais le piquet de grève est tenu par les travailleuses en congé ou en repos. Elles ont trouvé le moyen de mettre l'ambiance au pied de l'Ehpad puisqu'elles dansent, mettent de la musique, crient des slogans, tapent sur des saladiers, tout en faisant signer une pétition de soutien aux voisins et aux parents des résidents. La direction, après avoir tenté d'opposer les familles aux grévistes, a fait intervenir la police pour faire évacuer le piquet de grève, en arguant qu'il s'agissait d'une manifestation illégale.

Ces manœuvres n'ont pas réussi à entamer la détermination des grévistes qui disaient : « Nous avons déjà gagné, nous sommes unies ! » Toujours motivées, elles s'organisaient pour poursuivre leur mouvement les prochains jours en scandant : « On lâche rien ! »

Correspondant LO



Nice-Digne : maintien du train des Pignes

Un conflit est en cours au train des Pignes qui relie Nice dans les Alpes-Maritimes à Digne dans les Alpes-de-Haute-Provence, en traversant la montagne.

La ligne dessert de nombreux petits villages qui, sans ce train, sont coupés les uns des autres.

Elle est administrée en régie, gérée par la région PACA. Les cheminots ont entamé une grève contre la suppression de certains horaires de circulation sur une partie du trajet, celle reliant Saint-André des Alpes à Digne. Si ces horaires sont supprimés, non seulement il y aura moins de liaisons, mais il deviendra impossible de faire l'aller-retour Digne-Nice dans la journée. En plus, les horaires d'ouverture de certaines gares

sur le trajet seraient diminués. Ces gares sont déjà fermées tôt mais, dès lors, elles n'ouvriraient plus que quelques heures par jour.

La direction a reçu des cheminots qui roulent sur le tronçon menacé, pour leur proposer de travailler ailleurs, sur la ville de Nice par exemple, ce qui en obligerait certains à déménager. Les départs à la retraite ne sont pas remplacés et la première conséquence des changements d'horaires est bien la diminution des effectifs.

Le prétexte invoqué pour ces suppressions est

le manque de rentabilité. Il faut dire que la région s'appuie sur des chiffres de fréquentation relevés pendant la période où il y a eu le confinement. Mais de toute façon, et à juste titre, les cheminots considèrent que cette ligne n'a pas à être rentable ; elle dessert des villages isolés dans la montagne et rend ainsi un service indispensable à la population.

À l'appel de la CGT, les cheminots de la ligne ont commencé à faire grève les dimanches et lundis et pensent continuer ainsi au moins jusqu'au mois d'août, déterminés à agir pour que le service et leurs emplois soient maintenus.

Correspondant LO

Ehpad - Saint-Brieuc : manque de personnel

La direction du centre gériatrique des Capucins, antenne de l'hôpital de Saint-Brieuc, a décidé de fermer les trente lits de la résidence Cornouaille.

Elle a prévenu le personnel jeudi 9 juin, en conviant les familles à une réunion mardi 14. Il est prévu de répartir les résidents et les agents dans les autres structures. La raison de tout ce chambardement serait, dit-elle, les difficultés de recrutement de personnel qualifié en nombre suffisant.

Ce phénomène n'est pas nouveau, puisque soixante places de l'Ehpad des Capucins sont inoccupées, faute de personnel. Le

regroupement que la direction veut imposer se fera au détriment des résidents, qui avaient pris leurs marques dans la résidence Cornouaille. Le personnel de cette structure va se retrouver dispersé dans des équipes qui sont déjà en sous-effectif dans d'autres pavillons, et se retrouver avec davantage de personnes âgées à gérer.

Pour faire passer son plan, la direction prétend que ce n'est qu'une mesure temporaire. Ni les syndicats ni le personnel ne croient à cette version. Et ils n'ont pas dit leur dernier mot pour la rejeter.

Correspondant LO

Aéroport de Roissy : faire décoller les salaires !

Jeudi 9 juin, plusieurs centaines de salariés de la plateforme aéroportuaire de Roissy ont fait grève et défilé pour une augmentation générale de 300 euros.

De nouvelles actions sont prévues début juillet ainsi que des initiatives locales, comme des débrayages chez Acna (ménage avion) ou chez les avitailleurs (chargement du kérosène). Le mécontentement sur les salaires est général et la revendication des 300 euros très populaire. Elle a été reprise par tous les intervenants, quelle que soit leur entreprise. Les paies sont insuffisantes, surtout en cette période où les prix s'envolent. Sur cette zone où les travailleurs sont employés par de nombreuses

entreprises différentes, dont une multitude de sous-traitants, se retrouver derrière la même revendication est un bon moyen pour rester unis dans la lutte.

Le jour de la grève, la direction de l'aviation civile a supprimé le quart des vols et deux pistes sur quatre ont été fermées. En effet ce ne sont pas les actionnaires qui font voler les avions, mais le travail collectif des salariés, à l'accueil, aux comptoirs, au contrôle, au fret, aux bagages ou sur les pistes.

La zone aéroportuaire compte des dizaines de milliers de salariés qui ont les mêmes problèmes que le reste de la population, travailleurs, retraités, chômeurs : les prix qui décollent quand les salaires restent au sol, les conditions de travail qui se dégradent, le travail par-dessus la tête alors que des voisins, des proches sont au chômage ou galèrent de contrat précaire en contrat précaire.

Ce que craignent justement les patrons, c'est que les salariés prennent conscience de la force qu'ils représentent. La lutte doit continuer.

Correspondant LO



Les problèmes en sûreté

Aux raisons générales de la grève, se rajoutent des problèmes particuliers pour les travailleurs de la sûreté. Ainsi, alors qu'il manque des effectifs partout, plus d'une dizaine d'agents prêts à être embauchés ont été refusés car ils ont raté un examen de certification. Les questions posées sont de plus en plus difficiles et même les agents en place, qui font ce travail

depuis des années et le connaissent, craignent de ne plus y arriver et de perdre leur emploi.

C'est d'autant plus hypocrite que, toute l'année, les patrons de la sûreté sont sur le dos des salariés avec des procédures, des caméras qui les surveillent. Mais, les jours de grève, les contraintes volent en éclats, tout est permis pour remplacer les grévistes.

STG Caen : en grève depuis le 6 juin

La grève des travailleurs de l'entreprise de transport STG de Rouen a connu des échos dans le reste du groupe.

À STG Caen, un tiers des 100 travailleurs du site sont en grève depuis le lundi 6 juin, revendiquant une hausse immédiate du salaire horaire de 45 centimes.

Depuis des années la colère s'accumule, surtout à cause des salaires,

aujourd'hui à peine supérieurs au smic, mais aussi par rapport aux conditions de travail : horaires à rallonge, camions qui tombent en panne, etc. Le mécontentement provient de la situation qui empire, non seulement dans l'entreprise,

mais aussi dans le reste du secteur du transport et même au-delà, sans oublier les conséquences de l'inflation.

Comme à Rouen, le mécontentement a éclaté à Caen suite aux négociations salariales, au cours desquelles la direction a proposé une augmentation minable de 30 centimes de

l'heure, en deux fois. Ce n'est même pas une augmentation, puisque cela ne suit pas la hausse des prix ! Cela a été ressenti comme une marque de mépris par les grévistes, qui ne veulent pas d'une aumône, mais des salaires décents.

Devant l'entreprise, un piquet de grève a été organisé jour et nuit. Tous les

grévistes y participent et affichent leur solidarité. Jusqu'ici, la direction n'a rien voulu lâcher, même si elle perd 48 000 euros chaque jour de grève, tentant d'intimider les grévistes et appelant quatre fois un huissier. Elle n'en a pas pour autant fini avec la grève !

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du

reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside

en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Travail des enfants : l'exploitation n'attend pas

À l'occasion de la journée mondiale contre le travail des enfants le 12 juin, l'Organisation internationale du travail, l'OIT, a rappelé que près d'un enfant sur dix est obligé de travailler. En Afrique subsaharienne, il s'agit d'un enfant sur quatre.

Les dernières statistiques datent de 2020 et montrent que depuis 2016 le nombre d'enfants concernés est de nouveau en hausse. La crise économique, la crise sanitaire et les conflits dans différentes zones du monde provoquent une aggravation de la pauvreté, qui pousse les enfants à quitter l'école et à être employés dès 5 ans pour certains, parfois dans des conditions très dangereuses. En République démocratique du Congo, environ 40 000

enfants travaillent dans les mines du sud du Katanga. En Asie du Sud, ce sont 17 millions d'enfants au minimum qui travaillent, dont un cinquième ont moins de 11 ans. Certains, en Inde par exemple, travaillent 20 heures par jour et sont enchaînés à leur métier à tisser. D'autres, au Pakistan, en Afghanistan ou au Népal, se retrouvent aux mains de trafiquants qui les destinent à la prostitution ou l'esclavage. Ces chiffres ne sont que des estimations, mais

ils lèvent un voile sur des situations insoutenables.

Ce fléau mondial se développe dans les pays pauvres, mais se retrouve dans les pays riches où il risque aussi de s'accroître sous le poids de la crise. Au Québec, où il n'y a pas d'âge légal pour commencer à travailler, le manque de main-d'œuvre et les emplois de quelques heures par jour ont augmenté le nombre des mineurs employés dans l'alimentaire ou le commerce. Le nombre d'accidentés du travail parmi ces mineurs est important.

Les organismes tels que l'ONU affichent leurs engagements pour éradiquer le travail des enfants, mais



Au Mexique, un enfant de moins de quatorze ans sur six travaille.

cette journée mondiale n'y changera évidemment rien. Elle n'a aucun poids devant les nécessités, quand

enfants et parents sont engagés dans une lutte pour survivre.

Inès Rabah

Logement insalubre : des expulsions sans solution

Trois petits immeubles de la rue Henri-Barbusse à Aubervilliers sont frappés d'un arrêté de péril, car les soubassements sont rongés par l'humidité, selon une expertise judiciaire. Les soixante occupants doivent quitter leur logement au plus vite. Mais le relogement est problématique.



Ceux qui sont propriétaires n'y ont pas droit, et pourtant, s'ils ont fait quelques travaux dans leur appartement, ils

continueront à payer leur crédit. Les locataires ont souvent trouvé une solution provisoire par eux-mêmes, d'autres vont être relogés,

mais parfois dans un quartier ou une banlieue plus éloignés, ou même à l'hôtel. La mairie ne prend pas en charge les occupants sans titre, or tous devraient être présumés de bonne foi et la municipalité devrait leur proposer un hébergement, puis se retourner contre les bailleurs pour leur faire payer les frais. Encore faudrait-il que ces bailleurs soient joignables.

À Aubervilliers, plusieurs sinistres se sont produits ces dernières années. Parmi les plus graves, en août 2018, un incendie dans une épicerie tenue par une famille d'origine indienne a causé la mort de la grand-mère et fait plusieurs blessés : ils étaient logés dans un local qui n'était pas destiné

à l'habitation.

Dans ces quartiers pauvres pullulent les habitats indignes. Des marchands de sommeil y extorquent des sommes souvent exorbitantes à des personnes vulnérables, sans papiers, pour des locaux où l'électricité n'est pas aux normes, avec des peintures au plomb toxiques, des plafonds et des murs détrem-pés par l'humidité.

Les municipalités sont face à un problème qu'elles n'ont pas les moyens de résoudre, et que pour certaines elles ne cherchent pas à résoudre. Par peur d'une catastrophe comme celle de la rue d'Aubagne à Marseille, elles se contentent d'évacuer les habitants. En même temps, la démolition

plus ou moins lointaine laisse le champ libre aux promoteurs pour de nouvelles constructions, dont une partie en logement social certes, mais pas seulement. Les villes voient ainsi arriver une population plus aisée, capable d'acheter des appartements dont le prix moyen au mètre carré dépasse les 5 000 euros, comme à Aubervilliers.

Dans une société où l'argent fait la loi et où la propriété des affairistes légaux et illégaux, voire blanchisseurs d'argent sale, est considérée comme intouchable, le problème du logement est bien souvent rendu insoluble.

Sylvie Maréchal

Eurosatory : le salon de la guerre

Pour monsieur et madame Tout-le-monde, il y a la Foire de Paris, le Salon de l'automobile, celui de l'agriculture... Mais pour les généraux et les industriels de l'armement, il y a Eurosatory, le salon des marchands de canons.

Avec la guerre en Ukraine et la hausse des budgets de défense dans tous les pays, ce salon attend, cette année, un record de fréquentation.

Macron s'est déplacé en personne pour dire qu'il faut désormais que l'industrie de défense entre dans un régime « d'économie de guerre ». L'énorme consommation de munitions en Ukraine et l'ampleur des destructions permettent aux généraux de déclarer qu'il faut « regonfler les

stocks » (d'armes) et « avoir de la masse » (de munitions), comme on dit dans leur jargon. « La guerre n'a pas changé de nature mais d'échelle », a dit un général interviewé. Et en France le budget de l'armement, qui était déjà continuellement en progression depuis plusieurs années, devait augmenter de près de deux milliards d'euros supplémentaires en 2022. Ce ne sera pas assez, a dit Macron, qui veut revoir cette augmentation à la

hausse.

Si, en Ukraine, les morts, les estropiés, les traumatisés se comptent par milliers, côté ukrainien comme côté russe, si des millions de gens ont été déplacés et des villes entières détruites, pour des grands groupes industriels, cette guerre a signifié l'annonce d'une expansion considérable de leurs affaires. Et ça ne concerne pas que les marchands d'armes. « Le soldat devra être équipé d'un fusil mais aussi d'un téléphone », a expliqué un général au salon de Satory. Il faudra aussi l'habiller, le nourrir, le soigner, le déplacer... Tous les secteurs industriels sauront trouver leur compte dans

cette « économie de guerre ». Mais les populations, elles, paieront, et pas seulement financièrement.

En Europe, les champs de bataille se sont rapprochés. Et le réarmement, de toutes les grandes puissances impérialistes, mais aussi des puissances régionales partout dans le monde, est le signe d'une marche vers une guerre généralisée.

La guerre d'Ukraine a ébranlé l'économie capitaliste, qui était déjà profondément en crise. Et elle a rebattu les cartes des rapports de force entre grands trusts et entre grandes puissances. Ne serait-ce qu'en ce qui concerne le pétrole et le gaz, la fin programmée

de l'approvisionnement de l'Europe par la Russie, à cause des sanctions, va favoriser les uns – les groupes pétroliers des États-Unis, par exemple, qui veulent vendre leur gaz de schiste – et défavoriser les autres – comme les industriels allemands qui profitaient du gaz russe à bon marché. La guerre a déjà pour conséquence d'aggraver la crise et d'attiser des tensions commerciales, qui à leur tour peuvent mener à d'autres guerres.

On ne sait ni quand ni comment on ira à une guerre généralisée, mais d'ores et déjà les bouchers aiguisent leurs couteaux.

Pierre Royan